

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Législatives et Locales 2023 : les porte-étendards du PDG connus !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Comme par le passé, le PDG a vu les choses en grand en investissant, pour le scrutin des députés à l'Assemblée nationale, des candidats sur l'ensemble des cent quarante-trois (143) sièges composant le Palais Léon-Mba. Tout en confectionnant également, dans la même dynamique, des listes sur la totalité des quarante-huit (48) départements et cinquante-deux (52) communes que compte notre pays.

Aucun chamboulement notable n'est à relever. Dans la plupart des cas, les députés sortants ont été réinvestis. Si ce n'est que l'actuelle ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq va, pour la première fois, affronter le suffrage universel, au 1er arrondissement de la commune de Ntoun.

Baptême du feu également pour Alex Bongo Ondimba au 2e siège du 3e arrondissement de la commune de Libreville. Exit donc Germaine Ndjeri-Ngalibali.

Et que dans le même temps, contrairement à son prédécesseur, le secrétaire général du PDG, Steeve Nzegho Dieko, ira à la conquête du 1er siège de député du département de la Lopé

De même, au 2e arrondissement de Koula-Moutou, le ministre de la Promotion des Investissements, Hugues Mbadinga Madiya, tentera de conserver ce siège dans l'escarcelle du PDG. Un siège acquis de haute lutte par Jean Massisma, en octobre 2018, face à Guy Nzouba Ndama. Décédé à Paris le 31 décembre 2019, c'est son suppléant, Marcel Dikouba, qui avait pris son relais au Palais Léon-Mba.

Dans tous les cas, la plupart des membres du gouvernement ont été investis. C'est notamment le cas du ministre de la Pêche, Pascal Houangni Ambourouet, au 1er siège de la commune de



Les militants du PDG désormais fixés sur leurs représentants aux élections législatives et locales du 26 août prochain.

Port-Gentil, de ses collègues de l'Enseignement supérieur, Patrick Mouguiama Daouda, au département de Ndougou, des Mines, Chen Sylvestre Mezui M'Obiang, au 2e arrondissement du chef-lieu de la province du Woleu-Ntem et de la Santé, le Dr Guy-Patrick Obiang Ndong, au 1er siège du département du Woleu. Roboty Mbou (Economie) dans l'Ogooué et Lacs

Quoi qu'il en soit, les membres du gouvernement ayant démissionné dernièrement des Démocrates (LD) iront à l'assaut

de l'Assemblée nationale. Il en est ainsi du ministre de l'Économie numérique, Jean-Pierre Doukaga Kassa, du ministre délégué aux Eaux et Forêts, Martin Moulengui Mabende. Biendi Maganga Moussavou au 2e siège de la commune de Mouila et de nombreux jeunes loups aux dents longues : Rodrigue Tessa Mouanga au 2e siège du département de Tsamba-Magotsi, Privat Nzouba Nzouba, dans le département de la Douya-Onoye, Arnold Bignoumba dans la Mougala, etc.

Présidentielle 2023 : Barro Chambrier décline son ambition pour le Gabon

Charly NYAMANGOU BOTOUNOU
Libreville/Gabon

HIER, dimanche 9 juillet 2023, Alexandre Barro Chambrier, comme ses prédécesseurs de la plateforme "Alternance 2023", (Paulette Missambo, Pierre-Claver Maganga Moussavou et le Pr Albert Ondo Ossa), s'est également lancé dans la course pour le fauteuil présidentiel. Le président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) a officialisé sa candidature au cours d'un meeting au terrain de basket d'Awendjé, après avoir été investi par son parti lors d'un Congrès extraordinaire en matinée.

Devant une assistance peu nombreuse, Alexandre Barro Chambrier a décliné les principales articulations de son projet de société intitulé "Ensemble pour un Gabon démocratique, prospère et solidaire". On y note entre autres : la consolidation de la démocratie, la bonne gouvernance, l'Etat de droit, ainsi qu'une justice impartiale. Tout comme le renforcement de la dotation du pays en infrastructures économiques et sociales de base, l'emploi, etc. Barro Chambrier se propose éga-



Bain de foule du leader du RPM après sa déclaration de candidature.

lement, au soir du 26 août 2023, d'accélérer la décentralisation et le développement rural, la revalorisation du sport, de la culture et des médias professionnels, l'amélioration du climat des affaires. Non sans indiquer sur le plan de l'éducation, la gratuité des frais de scolarité au primaire, la construction des infrastructures scolaires et universitaires. Sur le plan social, la régularisation des situations administratives des agents de l'Etat, le paiement des pensions retraitées en tenant compte du nouveau système de rémunération.

Sur le plan politique, Alexandre Barro Chambrier a promis, entre autres, de réduire les mandats présidentiels à deux et au plan économique, la construction des infrastructures routières, aéroportuaires...

La Semaine

En attendant la suite...

EN attendant la suite, relevons que les choses sont allées vite au cours de la semaine écoulée par rapport aux élections à venir.

On notera que la liste des candidats à la prochaine présidentielle s'est allongée ce week-end. Cela avec l'entrée en lice du président sortant, Ali Bongo Ondimba, et du président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier. Celles-ci interviennent après la candidature du président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé, annoncée quelques jours auparavant.

Pendant que le président Ali Bongo Ondimba a exprimé sa détermination à poursuivre le travail qu'il a débuté lors de ses deux précédents mandats, conformément à son ambition pour le Gabon (lire par ailleurs), Barro Chambrier, lui, estime qu'il est temps d'instaurer l'alternance à la tête du pays. Le leader du CLR, en revanche, se pose comme le chantre du combat contre ce qu'il a appelé "le grand remplacement", un projet qui, selon lui, fait la part belle aux Gabonais venus d'ailleurs au détriment de ceux qui n'ont que le Gabon comme unique pays.

Relevons aussi que l'UDIS d'Hervé-Patrick Opiangah a effectué une sortie pour non seulement exprimer les inquiétudes des Gabonais face à ce qu'elle qualifie d'"immigration sauvage", mais aussi dénoncer des manquements dans l'organisation des élections. Toutes choses qui, selon ledit parti, devrait conduire au report de ces scrutins.

D'autres acteurs partagent cette façon de voir.

Toujours par rapport au processus électoral, les présidents des Commissions électorales et consulaires ont prêté serment devant la Cour constitutionnelle. Et d'aucuns de noter que cela s'est fait alors qu'une requête en annulation des textes relatifs à leurs nominations était introduite au greffe de cette haute juridiction, par Ange Kevin Nzigou...

D'aucuns auraient souhaité nous voir aborder la publication d'une étude menée par deux compatriotes, Mays Mouissi et Harold Lekat, sur le bilan du 2ème septennat du chef de l'Etat. Tout comme d'autres ont voulu que l'on analyse l'interview fleuve accordée à notre confrère La Loupe, par le leader de la CNR, Jean Ping, au motif que beaucoup de choses y ont été dites...

Soulignons par ailleurs qu'à l'étape d'Akiéni, lors de la tournée républicaine du président Ali Bongo Ondimba, on a enregistré le retour au sein du PDG de son frère aîné, Léon-Paul Ngoulakia. "Dans quelques mois il y aura de grandes batailles. Moi votre frère, je veux être à vos côtés pour livrer ces batailles (...)", a soutenu le désormais ex-1er vice-président du parti Les Démocrates. Les adversaires d'Ali Bongo Ondimba l'ont entendu. Les siens aussi. Où faut-il situer leur oncle Jean-Boniface Assélé dans tout ça ?

ONDOUBA'NTSIBAH